Conférence internationale à Bujumbura sur la justice transitionnelle

@rib News, 24/08/2011 â€“ Source Xinhua Il se tient depuis mercredi à Bujumbura la capitale burundaise une conférence internationale de trois jours sur les mécanismes de la justice de transition où les quelque 50 participants vont partager les expériences des Commissions de vérité et de réconciliation de huit pays post-conflit et ainsi aider dans la mise en place de cette commission au Burundi. « Nous sommes d'accord avec vous de l'ampleur du travail qui vous attend. Cependant, nous ne doutons point que vous l'accomplirez avec succès compte tenu des compétences, de la technicité et de l'expérience qui vous caractérisent.

Nous vous remercions nos encouragements à faire le maximum pour qu'à la fin de cette conférence, vous ayez fixé les grands traits pour l'établissement de la Commission vérité et réconciliation au Burundi. », s'est ainsi adressé aux participants en ouvrant les travaux Immaculée Nahayo, ministre de la Solidarité nationale, des Droits de la personne humaine et du Genre. Trois catégories de pays y participent, à savoir ceux qui ont déjà mis en place la Commission vérité et réconciliation, ceux où la Commission est en cours d'être mise en place et ceux où l'on envisage encore sa mise en place. Les participants internationaux proviennent de huit pays dont le Libéria, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Pérou, l'Ouganda, la Sierra Leone, la RDC et le Rwanda et sont des acteurs étatiques et non étatiques. Du côté burundais, ce sont les représentants du gouvernement, ceux des différentes institutions tant étatiques que non étatiques ainsi que ceux de la société civile qui y ont pris part à côté des représentants des Nations Unies. La représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU a déclaré de sa part aux cours de la cérémonie d'ouverture que les Commissions vérité et réconciliation sont devenues une des clés de voûte pour contribuer à une paix durable. « Les Commissions vérité et réconciliation aujourd'hui reconnues et acceptées comme étant des outils indispensables pour établir la vérité sur les crimes connus dans le passé, un moyen de réparer les victimes et l'une des clés de voûte pour contribuer à une paix et une réconciliation durables », a dit Karin Landgren, représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi. Elle a promis que les Nations Unies qui soutiennent le Burundi dans ce secteur depuis 1990 restent disposées à le soutenir dans cette initiative, se déclarant confiante qu'il y aura respect par le gouvernement des principes et normes reconnus internationalement. Elle a salué le rôle joué par cet État par la société civile burundaise. Un comité chargé de préparer la mise en place de la commission vérité et réconciliation au Burundi est à pied d'œuvre mais d'ores et déjà la société civile déplore le fait que le gouvernement du Burundi n'ait pas songé à mettre dans le mandat donné à ce comité la possibilité de mettre en place une structure judiciaire capable de juger ceux qui se seraient rendus coupables de crimes de génocide ou de guerre a confié Edouard Biha, secrétaire exécutif de la ligue des droits de l'homme Iteka. Il dit que c'est le contraire de l'esprit de l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha qui préconise un tel mécanisme judiciaire.